

Extrait de

*La Commune n'est pas morte*

Éric Fournier

(Éditions Libertalia)

Plus d'informations sur [editionslibertalia.com](http://editionslibertalia.com)

POSTFACE À LA DEUXIÈME ÉDITION (MAI 2013)  
ÊTRE EN PRISE AVEC UNE HISTOIRE VIVANTE

La fabrique d'un livre ne se limite pas au moment de son écriture. Il gagne en densité grâce à ses lecteurs. En rédigeant *La Commune n'est pas morte*, puis en le présentant au cours d'une vingtaine de rencontres, j'ai pu dialoguer avec des interlocuteurs venus d'horizons variés et percevoir avec acuité ce que c'est que d'être en prise avec une histoire vivante, une manière de faire qui invite à poursuivre les recherches et à agir sur le monde.

À l'origine, ce livre devait être plus court, un aiguillon, presque une interpellation. Au fil de l'écriture, il est devenu la première synthèse sur les usages mémoriels de la Commune. Ce processus imprévu a permis d'éviter l'écueil que porte en elle la synthèse, celui d'être un monument figé, un bastion où l'historien professionnel délimite son pré carré. Au contraire, j'ai construit *La Commune n'est pas morte* comme un ouvrage ouvert sur le champ historiographique et au-delà. Loin de toute prétention d'exhaustivité, ce livre s'efforce de lancer quelques pistes, de poser quelques balises – de bousculer quelques certitudes aussi. Il se veut une invitation à continuer d'écrire cette histoire des mémoires. Ouvert au plus large public possible également, ce qui est essentiel tant les luttes symboliques autour des usages du passé sont

vives. L'histoire pour tous ne saurait être abandonnée à des réactionnaires souriants. Son horizon, du moins je l'espérais au fur et à mesure que l'ouvrage prenait forme, n'était pas d'être soigneusement rangé, une fois lu, dans les rayonnages d'une bibliothèque, mais de permettre au plus grand nombre de participer à cette écriture, un peu à la manière des *history workshops* anglo-saxons.

Ce pari semble d'ores et déjà tenu. Par les dialogues avec des confrères, par des recensions qui enrichissaient le livre de nouveaux éléments, par les rencontres surtout lors des présentations, cette histoire des mémoires de la Commune est maintenant plus riche qu'à l'achèvement du livre. Ces quelques lignes ne sauraient rendre compte de la richesse de ces dialogues. Je ne peux ici que pointer quelques éléments qui me semblent les plus stimulants, mais c'est bien l'ensemble des interventions qui justifient, à mon sens, d'écrire une postface à cette nouvelle édition.

Nous devrions tous relire régulièrement *La Lettre volée* d'Edgar Allan Poe, qui nous apprend que parfois on ne voit pas ce qui est évident. J'aurais ainsi évité la seule omission regrettable de l'ouvrage : en 1999, la compagnie théâtrale Jolie Môme crée *Barricade*, une pièce sur la Commune jouée plus de deux cents fois dans toute la France. C'est par ce spectacle que nous aurions dû commencer l'aperçu de ces œuvres culturelles à l'horizon politique affirmé qui ont contribué au renouveau de la Commune à l'orée de l'an 2000.

Inspirée par la pièce d'Adamov, *Printemps 71* (1961), par les violents textes versaillais recensés par Paul Lidsky, par les chansons du XIX<sup>e</sup> siècle enfin, *Barricade* met en scène un quartier populaire parisien pendant la Commune, exposant tant les idéaux des insurgés que la violence de leurs adversaires. Par la représentation d'une Commune aurore, par l'usage maîtrisé de l'anachronisme mobilisateur, *Barricade* s'inscrit avec force dans ces mémoires post-communistes de l'insurrection, innovant cependant par une dimension festive, loin de l'austère mémoire du PCF et plus proche donc de la « Commune vivante » de 1971.

Mathieu Léonard, auteur d'un ouvrage sur la Première Internationale\*, nous a appris qu'en 1971, justement, dans la nuit du 30 avril, un groupe d'ultragauche avait inscrit à la peinture rouge, au Père-Lachaise : « Trop de massacreurs fleurissent ce mur. » Cet événement, outre qu'il enrichit l'histoire des tensions entre le PCF et l'extrême gauche lors du centenaire, interroge la possible désacralisation du mur pour mieux faire vivre la Commune, attire l'attention sur la pratique du graffiti urbain et invite à une histoire des atteintes faites au mur des Fédérés, de 1871 à nos jours, sur lesquelles nous ne savons finalement presque rien.

La rencontre à la librairie Envie de lire à Ivry fut particulièrement riche également – mais pouvait-il en

---

\* Mathieu LÉONARD, *L'Émancipation des travailleurs. Une histoire de la Première Internationale*. La Fabrique, 2012.

être autrement en ce lieu ? La question de la réception uniforme du discours de l'appareil communiste par la base militante fut débattue. Certains participants ont évoqué leurs souvenirs familiaux en une ébauche d'histoire orale qui mériterait d'être approfondie. Le débat le plus fructueux porta sur la place de l'émotion, de l'affectif, dans les usages politiques du passé par la nébuleuse de la gauche radicale, ici et maintenant. Bien que restant persuadé que le fait de mettre à distance critique notre propre imaginaire politique nous donne des armes et une légitimité dans le combat symbolique contre les instrumentalisation droitières du passé, j'ai quelque peu évolué sur cette question. Notre imaginaire politique – la mémoire comme phénomène de reconnaissance – nous encourage et ce rapport affectif au passé peut sans doute se révéler utile, non dans un rapport critique au monde, mais dans certains moments très particuliers, tel celui décrit avec force par Gérard Mordillat dans son roman *Les Vivants et les Morts*, quand le gréviste Rudi, une des figures de la lutte, est pourchassé par des CRS :

« Rudi court les yeux brûlants. Il court avec les morts. Ceux dont Maurice, son père adoptif, a peuplé son adolescence. Il fallait qu'il sache, qu'il n'oublie jamais : ni les communards de la Semaine sanglante ni les fusillés pour l'exemple de 17, les mutins de la mer Noire, les grévistes de 36, les volontaires de la guerre d'Espagne,

les FTP-MOI, Manouchian et les autres qui réclament justice depuis l'origine du monde. Ils sont là, dans ses mains, dans ses jambes, dans le bruit de ses semelles sur le bitume, l'encourageant de leurs voix inaudibles. »

Peut-être que la Commune, comme d'autres événements de notre panthéon révolutionnaire, peut aussi servir à ça, au paroxysme de l'action, lorsqu'il faut courir pour résister...

Quoi qu'il en soit, c'est bien la distance critique qui reste le meilleur moyen d'intervenir dans les débats publics sur les usages du passé. Or, par une intéressante coïncidence, ce livre a paru au moment précis où la gauche au pouvoir (re)découvre spectaculairement la Commune et entend la commémorer. L'initiative vient d'en haut. Dès le 9 mars 2013, le gouvernement teste la possibilité d'une panthéonisation de Louise Michel, parmi d'autres candidates. Le 8 avril, plus d'une centaine de députés socialistes déposent une résolution à l'Assemblée nationale pour « rendre justice aux victimes de la répression de la Commune de Paris de 1871 ». Le 25 avril, les sénateurs communistes déposent leur propre résolution mémorielle « pour la réhabilitation de la Commune et des communards » en proposant l'instauration d'une journée nationale de commémoration de la Commune. La situation est inédite. Deux initiatives parlementaires relatives aux usages de l'histoire,

proches mais non réductibles l'une à l'autre, entrent en résonance, sinon en concurrence.

Ces trois initiatives résolument consensuelles posent problème, notamment du fait de leur visée consensuelle. La Commune évoquée ici est arrachée à la singularité de sa situation historique propre pour venir renforcer une République aussi vague qu'immanente, elle-même en apesanteur, extraite de l'épaisseur des temporalités. À les écouter, la Commune n'est plus un « sphinx libertaire », mais est enrôlée au service de la téléologie républicaine. Or, passée au tamis de la Commune, la République dessine des lignes de rupture, apparaît sous ses différentes formes, historiquement situées et conflictuelles. L'usage mémoriel de la Commune proposé par la gauche au pouvoir dessine inversement en creux l'image simpliste d'une République « toujours déjà consensuelle », figure d'un récit se substituant à un roman national désormais intenable dans sa célébration d'une « France toujours déjà là » (Suzanne Citron). Il y a donc ici une volonté d'instrumentaliser une référence de radicalité au profit d'un mol imaginaire unanimiste.

Voilà en quoi l'histoire des mémoires de la Commune est aujourd'hui vivante dans le champ politique : elle permet de répliquer, de pointer les incohérences d'un discours, de débusquer des postures faciles et de réintroduire de la tension politique face à cette improbable Commune « normale » que nous propose désormais la gauche libérale.